sans papiers LA SOUDARITIE! Régularisation maintenant!

La LCR salue le combat des sans-papiers qui, depuis deux ans, luttent avec courage et détermination pour la reconnaissance de leurs droits, et appelle toutes les forces et individus progressistes à intensifier la solidarité à l'égard de ce combat.

Malgré les dizaines de manifestations, d'actions, d'occupations d'églises ou de grèves de la faim, le pouvoir politique est resté sourd face aux revendications légitimes des sans-papiers. Par crainte de perdre leur électorat, les partis traditionnels ont sans cesse remis aux calendes grecques toute mesure de régularisation.

Pire : les expulsions se sont multipliées, toujours aussi

violentes, et on enferme aujourd'hui des enfants - parfois des nourrissons - dans ces camps de la honte que sont les centres fermés. Que dirait l'opinion publique belge si un gouvernement d'un pays du sud décidait d'enfermer un nouveau né européen dans un centre fermé ? Il semble que lorsqu'il s'agit d'un enfant du Sud, l'indignation est sélective.

"L'humanisation" des expulsions et des centres fermés, réclamés par PS et Ecolo, est une chimère, une contradiction absurde ; comment " humaniser " ce qui va fondamentalement à l'encontre des droits humains? Il faut au contraire y mettre un terme.

Aujourd'hui, les élections législatives du 10 juin sont derrière nous. La mobilisation doit donc plus que

Faites connaissance avec nos analyses et propositions sur notre site www.sap-pos.org (et bientôt: WWW.lcr-lagauche.be)

LCR DÉFEND

- La régularisation massive et PERMANENTE de TOUS les sans papiers X
- X L'arrêt immédiat des expulsions et la suppression des centres fermés pour étrangers
- X La reconnaissance du droit au séjour, fondé sur la liberté de circulation et d'installation
- La mise en oeuvre d'une citoyenneté qui ne soit pas limitée par la nationalité; par la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections pour tous les habitants de ce pays
- L'annulation inconditionnelle de la dette des pays du Sud, la fin de tout soutien aux dictatures, aux guerres impérialistes et néo-coloniales, la révision en profondeur des règles du marché international largement défavorables aux peuples du Sud.

PS et Ecolo se déclarent partisans d'une régularisation. Ils doivent absolument conditionner toute éventuelle participation gouvernementale à cet objectif, ainsi qu'à l'arrêt des expulsions et la suppression des centres fermés. Le mouvement social doit également peser pour que cette régularisation corresponde aux besoins et revendications tels qu'ils sont déterminés par les sans-papiers eux-mêmes, et non à des marchandages parlementaristes.



Bon à renvoyer au 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles	
Mail: info@sap-pos.org	
Nom:	Prénom:
Adresse:	
Email:	Tél:
J <u>e</u> veux:	
☐ Plus d'info sur la LCR	
☐ Un abonnement a l'essai (2 n°) à La Gauche , journal de la LCR	
Devenir membre de la LCR	
🗖 Un abonnement d'un an à La	Gauche et je verse 15 euro (10 euros petits
revenus) sur le compte d'Avanti,	001-4012225-90, mention "La Gauche"
☐Plus d'infos sur le Camp interr	national des jeunes anticapitalistes, du 21 au
28 juillet dans le Midi de la Franc	ce



jamais s'étendre et se renforcer afin de mettre sous pression maximale le futur gouvernement. Cette mobilisation massive et cette pression dans la rue sont d'autant plus nécessaires que la droite, réactionnaire et raciste, est sortie victorieuse du scrutin!

Les organisations syndicales ont une responsabilité particulière dans ce combat car la solidarité active entre les travailleurs " avec " et " sans " papiers est la condition essentielle pour vaincre. Nous saluons ainsi leur initiative de soutenir la manifestation d'aujourd'hui et les appelons à mener des campagnes de syndicalisation massive des sans-papiers.

EGALITÉ DES DROITS POLITIQUES ET SOCIAUX

Toutes les lois sur l'immigration des gouvernements successifs ont toujours eu pour toile de fond le racisme, la discrimination et la stigmatisation. Elles ont eu pour conséquences directes des expulsions de plus en plus massives d'étrangers sous prétexte qu'ils n'ont pas de "papiers" en règle. Or, ce ne sont pas ces personnes qui sont illégales, mais bien les lois iniques qui fabriquent de toute pièce cette situation. Depuis plus de trente ans se sont multiplié des lois de plus en plus restrictives. Elles ont seulement transformé les immigrés en immigrés clandestins.

Les migrants ont toujours été désignés comme les boucs émissaires des problèmes sociaux et économiques, alors que ce sont les politiques capitalistes menées par les gouvernements depuis plus de trente ans qui en sont les causes. L'immigration n'est pas la cause du chômage de masse qui sévit depuis des années ; les responsables, ce sont les patrons qui licencient!

Du fait qu'on les oblige à la clandestinité et qu'on leur refuse leurs droits les plus élémentaires, les travailleurs sans-papiers sont obligés de vendre leur force de travail à n'importe quelles conditions. Leur situation d'extrême précarité permet ainsi au patronat de jouer sur la concurrence ainsi engagée entre tous les travailleurs et de tirer vers le bas l'ensemble des conquêtes sociales, des conditions de travail, des salaires, déjà bien entamés par ailleurs.

Cette situation est légitimée par la propagation constante des idées racistes et par la stigmatisation des personnes issues de l'immigration avancées par les partis de droite. Cette stigmatisation trouve, malheureusement, un certain écho dans une partie de la population, fragilisée ou non.

Il n'y a pas de " problème " de l'immigration! Les problèmes, ce sont le racisme et les discriminations. La solution, c'est l'égalité intégrale des droits politiques et sociaux ! ■

La droite va cogner dur: il faut préparer les résistances!

Les élections législatives de ce 10 juin confirment qu'une tendance lourde se dessine en Europe: avec l'Ecosse, l'Irlande, la France, l'Etat Espagnol, et aujour-d'hui la Belgique, c'est la droite, souvent pure et dure, qui a le vent en poupe. Un nouveau retour de balancier qui sanctionne partout le social-libéralisme des PS.

En Belgique la social-démocratie est au pouvoir depuis près de 20 années. Vingt ans au cours desquelles les inégalités, le chômage et la misère n'ont cessé de croître d'un part et les richesses et les profits de s'accumuler aux mains de quelques-uns d'autre part. La social-démocratie paye à la fois sa longue co-gestion du néolibéralisme, de l'austérité et la corruption scandaleuse qui règne en son sein.

Les deux sont d'ailleurs étroitement liés : lorsqu'on accepte les règles du capitalisme, on est alors entraîné à le jouer à fond, y compris dans ses dimensions criminelles et de gestion douteuse des biens publics. Et c'est la gauche qui paye électoralement le prix fort de la cor-

ruption, pas la droite qui pratique pourtant les mêmes méthodes.

Quel qu'il soit, le prochain gouvernement sera un exécutif qui mènera tambour battant l'offensive contre nos conquêtes sociales, avec la sécu en ligne de mire, la volonté de scinder les politiques d'emploi, la poursuite des privatisations, la remise en cause du droite de grève et la réforme de l'Etat dans un sens anti-démocratique.

Même prise dans sa totalité, la gauche anticapitaliste n'a pas pu émerger de sa marginalité électorale. Mais malgré tous leurs défauts, les listes de la gauche radicale ont eu le mérite de permettre que s'exprime un vote contestataire, clairement à gauche du PS et des Verts. C'est un point d'appui pour l'avenir. La LCR appelle toute la gauche anticapitaliste et tous les progressistes à réfléchir ensemble et sérieusement sur le bilan de ce 10 juin afin d'en tirer toutes les conclusions qui s'imposent. Et en premier lieu afin de mener de la manière la plus unitaire possible les luttes et résistances à venir. ■